

dit, et les efforts du clergé achevaient de pacifier les populations passionnées. L'action soudaine du gouvernement va entraver l'œuvre de pacification qui s'opérait lentement, mais évidemment. Les mesures énergiques commencées par l'arrestation de Parnell se sont continuées par l'arrestation de plusieurs autres agitateurs. La ligue agraire va transporter à l'étranger ses quartiers généraux et ses papiers les plus précieux ou les plus compromettants.

La police est en armes. Des foules assemblées dans les rues de Dublin ont été dispersées à coups de bayonnettes. Plusieurs émeutes ont eu lieu dans diverses autres villes. Les prisons vont regorger de détenus.

Le procès de Parnell finira probablement comme celui de décembre et janvier derniers, c'est-à-dire par un acquittement. Il ne se trouvera pas en Irlande douze petits jurés pour porter un verdict contre le chef de la puissante ligue qui tient en échec le gouvernement anglais. Parnell reparaitra sur les tréteaux publics, applaudi, fêté et grandi, et l'Angleterre n'aura rien gagné. Toute l'Irlande se soulève ; des assemblées publiques, des démonstrations d'indignation ont lieu sur tous les points.

\*\*\*

Le traité de commerce entre l'Angleterre et la France a été prolongé de trois mois à compter du huit novembre prochain. C'est une concession faite à l'Angleterre, car c'est elle qui tient le plus à ce que les relations commerciales ne soient pas changées entre les deux pays. Les classes industrielles et commerciales en France n'ont pas accueilli cette nouvelle avec faveur ; quelques-uns de leurs organes se sont même montrés très-mécontents. Le ministère explique ses concessions par des raisons politiques ; il paraît que la bonne entente entre les deux pays était urgente et que la prolongation du traité de commerce pouvait seule dans le moment amener cette entente. Le public français ne paraît pas en avoir su davantage. On a souvent murmuré contre ce système constant de concessions au bénéfice de la fière Albion ; la république ne fait pas mieux sous ce rapport que les autres régimes. L'Angleterre cherche avant tout ses intérêts commerciaux et une nation ne peut entrer dans ses